

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société AFM RECYCLAGE

**Installation de collecte, de tri et de transit de déchets des métaux et d'entreposage, de
dépollution de VHU (Véhicules hors d'usage) située ZI des Yvaudières à Saint-Pierre-des-
Corps**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en particulier son article 4. III. ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11 266 du 12 avril 1976 autorisant Thaudière Bernard à l'exploitation d'un stockage et récupération de métaux situées en zone industrielle des Yvaudières à SAINT-PIERRE-DES-CORPS ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°18 786 du 29 avril 2010 autorisant la poursuite à la société AFM RECYCLAGE pour l'exploitation des installations situées en zone industrielle des Yvaudières à SAINT-PIERRE-DES-CORPS ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 602 du 23 août 2018 mettant à jour la situation administrative à la société VALRECY (groupe DERICHEBOURG) pour l'exploitation des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 956 du 1 septembre 2020 portant agrément pour l'exploitation d'un centre VHU de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 957 du 7 septembre 2020 mettant à jour la situation administrative de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21322 du 14 juin 2024 de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;
- le courriel en date du 15 avril 2024 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- la réponse de l'exploitant du 15 avril 2024 indiquant que la campagne avait débuté sur l'ensemble de leur site en début d'année 2024 ;
- les courriels de relance envoyés à l'exploitant le 31 octobre 2024 et le 24 février 2025 ;
- l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis suite à l'envoi du projet de mise en demeure ;

Considérant ce qui suit :

L'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS, enjoint à l'exploitant de transmettre par voie électronique les résultats commentés de ces campagnes d'analyse à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Le 23 mai 2025 il a été constaté l'absence de saisine des résultats des campagnes de mesures via l'outil GIDAF.

En conséquence, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFM RECYCLAGE de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire :

Arrête

Article 1 – La société AFM RECYCLAGE exploitant une installation Installation de collecte, de tri et de transit de déchets des métaux et d'entreposage, de dépollution de VHU (Véhicules hors d'usage), sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

en transmettant sous un mois à compter de la notification du présent arrêté les résultats des campagnes de mesures requises par ledit arrêté, via l'outil dématérialisé GIDAF.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la DREAL pour une durée de **5 ans**.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Tour Sequoia – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécurso accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

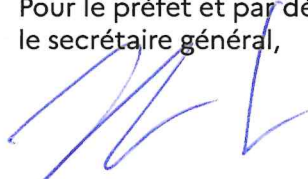
Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Article 4 – Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code l'environnement.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Saint-Pierre des Corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé réception.

Tours, le 16 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Xavier LUQUET

